

SEMINAIRE SOUS REGIONAL INTERPARLEMENTAIRE SUR LA SECURISATION FONCIERE EN AFRIQUE

DISCOURS DE BIENVENUE DU PRESIDENT DELEGUE DE LA SECTION MALIENNE DE L'APF

Hon Président de l'Assemblée nationale du Mali, Pr. Dioncounda Traoré ;

Excellences Messieurs les Ministres ;

Mr. Mathieu Ndikpo Mata Lamba, conseiller au Secrétariat général de l'APF ;

Hon Députés membres du Bureau de l'Assemblée nationale ;

Hon Députés membres des parlements de la sous région ;

Hon Collègues députés ;

Messieurs les experts du notariat francophone ;

Mesdames et messieurs les invités ;

Il y'a de cela presque deux ans, jour pour jour, au mois de Mai 2009, les parlementaires francophones de l'Assemblée Régionale, réunis à Dakar au cours de la 18^{ème} session, ont adopté une Déclaration sur le Titrement Foncier en Afrique. Cette session a recommandé au Secrétariat Général de l'APF et à la commission de la coopération et de développement de prendre les initiatives et les contacts en relation avec l'OIF, pour l'organisation et la tenue de deux séminaires sous régionaux sur la sécurisation foncière en Afrique, l'un concernant l'Afrique centrale et l'autre l'Afrique de l'ouest.

Le 06 Avril 2010 s'est tenu le premier séminaire sous régional pour l'Afrique centrale à Yaoundé au Cameroun. Et aujourd'hui, la ville de Bamako est honorée à son tour pour abriter le second séminaire concernant l'Afrique de l'ouest.

Honorable Président, mesdames et messieurs, vous comprenez alors toute notre joie et le plaisir que nous la section malienne de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie avons de prendre la parole pour souhaiter la bienvenue à tous nos hôtes.

D'abord, je voudrais remercier le Secrétariat Général de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie pour cette marque de confiance renouvelée et la considération qu'il ne cesse de témoigner à l'endroit de toutes nos sections et singulièrement les possibilités qu'il nous offre pour nous rencontrer et discuter de nos problèmes toujours les mêmes. Que Mathieu soit remercié de toute son assistance à cet égard.

Ensuite, je voudrais remercier le notariat francophone, qui a su avec dextérité et un très grand professionnalisme, soulevé la question du foncier et l'amener sur son terrain réel, le terrain des parlementaires afin d'éveiller leur conscience par rapport à l'importance de la question et les enjeux et accepte de les accompagner pendant tous ces séminaires.

Et enfin, je voudrais remercier pour avoir accepté d'abriter ce séminaire, l'Assemblée nationale du Mali à travers son Président, le Pr. Dioncounda Traoré, dont la grande sérénité est nourrie du souci constant des énormes défis face à lui et des réponses qu'il faille trouver pour le développement harmonieux de l'Afrique et singulièrement le Mali.

Honorable Président,

Mesdames et messieurs,

Le choix du thème : « sécurisation foncière en Afrique », ne relève pas d'un hasard. Certes le foncier a toujours été question dans toutes les communautés humaines, mais de nos jours ses approches nouvelles peuvent compromettre dangereusement la sérénité et la paix du monde. Dans toutes les cultures et traditions du monde, la terre est sacrée. Elle est un bien commun des communautés qui vivent ensemble. Elle détermine le lien indissoluble de chaque individu avec sa communauté d'origine. Elle constitue le premier capital et la source de toutes les richesses.

Les enjeux liés à la terre sont nombreux et multiformes. Ils constituent de sources réelles de préoccupations pour l'ensemble des peuples du monde et singulièrement pour nous africains qui cherchons péniblement la voie du salut.

Depuis quelques années, nos terres sont non seulement sources d'histoires et de conflits entre nos communautés en leur sein ou avec d'autres communautés voisines, entre nos états surtout au lendemain des indépendances, mais aussi et surtout deviennent des objets de convoitises (les terres les plus boisées, les plus fertiles, mêmes les plus stratégiques).

Depuis 2007, la forte hausse des matières premières agricoles, qui a provoqué les émeutes de la faim, l'acquisition des terres est devenue la priorité numéro un de nombreux pays du globe pour assurer leur autosuffisance alimentaire.

Une quarantaine de sociétés agricoles chinoises sont implantées dans trente (30) nations sur les cinq continents. La Corée du Sud est présente sur des terres en Argentine, le Japon en Egypte, en Inde et en

Malaisie, la Russie, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït, ne sont pas en reste de la recherche de bonnes terres. Le plus grand inconvénient de ces investissements dans l'agriculture est qu'ils méprisent les réalités locales (ne tiennent pas compte ni de l'habitude alimentaire des gens chez qui ils produisent, ni des besoins de la main d'œuvre locale, ni même des besoins des pays en terme alimentaire).

Selon une source de l'International Land coalition, qui regroupe les ONG et les agences non gouvernementales, trente (30) millions d'hectares auraient déjà fait l'objet de négociation au premier semestre de 2009. Dix (10) millions d'hectares avaient changés de mains.

Pour revenir chez nous-mêmes, qui d'entre nous n'a pas été une foi témoin de conflits entre éleveurs nomades et agriculteurs en milieu rural. Combien sont ces litiges fonciers devant nos tribunaux ? Que représente la procédure d'attribution d'un titre foncier ? Combien de personnes se sont disputés les mêmes parcelles ? Les banques sont elles en mesure de financer les titres ?

Les problèmes fonciers touchent aussi notre propre environnement par l'abatage sauvage de nos forêts et par la dimension de la déforestation et de la désertification qui finit de détruire la nature des sols et les rend inféconds à la vie elle-même Etc...

Devons nous restés parlementaires inertes et insouciants face à ces défis de l'accaparement des terres par des entreprises étrangères ?

Les enjeux du développement économique et social, la complexité avérée du dossier et sa variation selon les pays et les zones considérées (urbaines et rurales notamment), la nécessité de tenir compte du droit coutumier eu égard à la sensibilité extrême de la question nous interpellent.

C'est pourquoi nous avons décidé d'examiner ici à Bamako tous ces questionnements à travers les expériences nationales de chaque pays présent. Trois tables rondes permettront d'aborder successivement les questions de la sécurisation foncière en milieu urbain et rural ; le financement du titrement foncier ; et enfin la problématique de la désertification et de la déforestation en Afrique de l'ouest.

L'objectif que visent ces séminaires est non seulement d'informer et de sensibiliser les parlementaires sur l'importance de la question du foncier, mais aussi et surtout de les outillés face à leur mission de contrôle et de législation.

Honorable Président

Chers collègues

Mesdames et messieurs

Ces mots de bienvenue inhabituelle annoncent déjà le ton des débats à venir. Le Secrétariat général de l'APF nous y a habitués : débattre, échanger les expériences, formuler des recommandations et amener nos gouvernements à prendre des décisions éclairées pour le bien être de nos populations.

Nous serons aidés dans ces échanges par des experts venus d'autres pays, mais aussi par beaucoup d'experts et cadres nationaux (le PDG de l'Office du Niger, le Directeur National des Domaines, les notaires, les représentants des Ministères du Logement et des Affaires foncières, de l'Assainissement et de l'Environnement, les maires du District de Bamako, les avocats les magistrats le Préfet de kati, la Société civile, les autorités coutumières de Bamako, les géomètres experts, les architectes, l'urbanisme, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements

Financiers, l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes, l'APECAM et l'Association des Promoteurs Immobiliers)

Hon Président

Permettez moi en votre nom, au nom des membres du Bureau de l'Assemblée nationale, de tout notre peuple et des autorités nationales de souhaiter la bienvenue à nos hôtes députés et experts venus de la France, du Burkina Faso, de la Mauritanie et du Sénégal, du Cameroun, sur cette terre africaine du Mali. Aw Bissimila.

Je vous remercie